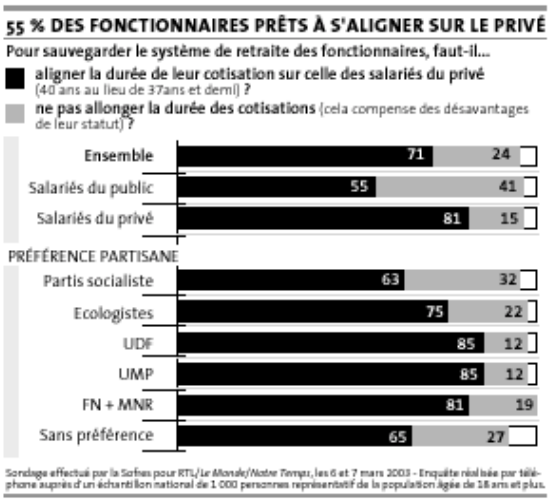
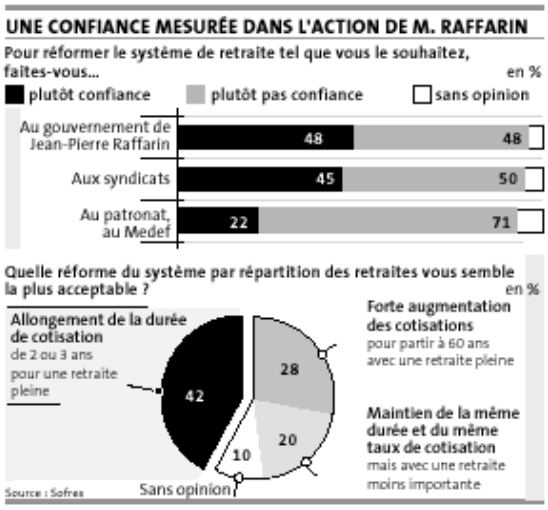
Retraites : les Français prêts à travailler plus longtemps

Hervé Gattegno, *Le Monde* 13 mars

Près d'un Français sur deux (48 %) fait « plutôt confiance » à Jean-Pierre Raffarin pour réformer le système de retraites (contre 48 % d'un avis contraire), les syndicats recueillant 45 % (contre 50 %) et le patronat seulement 22 % (contre 71 %), selon un sondage de la Sofres pour Le Monde, RTL et Notre Temps. 81 % des personnes interrogées jugent qu'au nom de l'équité il faut aligner la durée de cotisation des fonctionnaires sur celle des salariés du privé. 55 % des agents publics sont pour un tel alignement. Les Français préfèrent travailler deux ou trois ans de plus que de voir leur pension réduite. François Fillon poursuit ses discussions avec les syndicats, mercredi 12 mars, et soumettra un projet de loi au conseil des ministres à la mi-mai. Le Parlement devrait se réunir en session extraordinaire pour voter ce texte.





Inaugurant le chantier des retraites, le 3 février devant le Conseil économique et social, Jean-Pierre Raffarin avait souhaité « un sursaut de solidarité, un dépassement des égoïsmes, une ambition collective » ; le premier « baromètre » mensuel de la réforme, établi par la Sofres pour Le Monde, RTL et le magazine Notre Temps - sur la base d'une enquête effectuée les 6 et 7 mars - lui apporte un début de satisfaction. Selon ce sondage, l'allongement de la durée des cotisations apparaît comme la solution préférée d'une majorité relative de Français pour assurer l'avenir des retraites : 42 % des personnes interrogées préfèrent « un allongement de 2 ou 3 ans pour avoir droit à une retraite pleine », contre 28 % qui préconisent « une forte augmentation des cotisations pour partir à 60 ans pour avoir droit à une retraite pleine », 20 % réclamant « le maintien de la même durée et du même taux de cotisation », quitte à accepter une baisse du montant de leur retraite.

Pour un alignement public-privé.

Partagée par toutes les catégories professionnelles, et quelles que soient les sympathies politiques, cette préférence s'exprime davantage chez les salariés du secteur public (41 %) que chez ceux du secteur privé (36 %). Elle est aussi confirmée par le souhait, émis par 71 % des Français, d'un alignement de la durée de cotisation des fonctionnaires sur celle des salariés du privé, 24 % seulement s'y opposant.

L'examen des réponses atteste que ce point de vue est majoritaire chez les agents du secteur public eux-mêmes (55 % contre 41 %), même s'il l'est moins que dans le privé (81 % contre 15 %). Considéré comme l'un des points d'achoppement possible de la réforme annoncée, l'« alignement » paraît donc faire son chemin dans l'opinion - ainsi que le gouvernement assure l'avoir mesuré, depuis plusieurs mois, à la faveur de sondages confidentiels.

Ce premier « baromètre » Sofres-RTL-Le Monde-Notre Temps montre d'ailleurs que ce choix dépasse les clivages politiques : 61 % de sympathisants de gauche l'expriment (dont 63 % de sympathisants du PS), 75 % d'écologistes et 84 % de partisans de la droite (dont 85 % de sympathisants de l'UMP, 85 % de ceux de l'UDF, 81 % de ceux du FN et du MNR). La même majorité se dégage dans toutes les catégories professionnelles, des commerçants et cadres (73 %) aux ouvriers (73 %) et aux employés (70 %), et dans toutes les catégories d'âge : 66 % des 18-24 ans, 74 % des 25-34 ans, jusqu'à 70 % des 65 ans et plus.

Pour un maintien du niveau des pensions.

Un nombre important de sondés souhaite prendre leur retraite « avec le revenu le plus élevé possible », fût-ce en reculant l'âge de départ : 48 % se prononcent pour cette option - contre 45 % qui préfèrent partir « le plus tôt possible », même au prix d'une baisse de leurs revenus. Cette préférence relative s'inverse chez les sondés encore en activité (45 % contre 51 %), le même partage se révélant parmi les salariés du secteur public (50 % privilégient la date de la retraite, 45 % le niveau des revenus) et du secteur privé (54 % contre 42 %). La dimension politique de ce choix apparaît en revanche plus manifeste : 55 % des sympathisants de la gauche préfèrent une retraite plus précoce (contre 40 %), quand 59 % des partisans de la droite s'attachent davantage au montant de la pension (contre 36 %).

L'évolution des mentalités que semble attester cette étude n'exclut cependant pas l'inquiétude. Si 71 % des Français considèrent que le financement des retraites constitue « un problème grave qu'il faut régler d'urgence » (contre 26 % qui le jugent « important » mais « exagéré »), 67 % des sondés postulent que des « sacrifices » leur seront demandés : cette préoccupation étant d'abord celle des salariés (83 % de ceux du privé, 80 % des agents publics).

Scepticisme sur la méthode Raffarin.

A ces incertitudes répond une certaine perplexité vis- à-vis du gouvernement : les sondés se partagent entre ceux qui le jugent « très actif » ou « plutôt actif » (51 % au total) sur les retraites et ceux qui déplorent son manque d'activité (44 %). M. Raffarin est, en outre, crédité du « courage de s'attaquer aux points importants » par 63 % des Français et de l'« esprit de décision » nécessaire par 53 % ; mais dans une symétrie parfaite, 53 % des sondés estiment insuffisant « le dialogue » engagé avec les partenaires sociaux et 63 % regrettent le manque d'« explications claires » des objectifs de la réforme. Ainsi, l'image du gouvernement demeure contrastée sur ce front, les consultations ouvertes, le 6 mars, par le ministre des affaires sociales, François Fillon, n'ayant pas levé tous les doutes sur les solutions qui seront retenues. A ce stade, seuls 39 % des sondés se déclarent « satisfaits » (contre 57 %) de la manière dont le gouvernement aborde la réforme - 77 % des sympathisants de l'UMP, 68 % de ceux de l'UDF, 42 % de ceux de l'extrême droite, mais à peine 20 % des partisans du PS.

En dépit du volontarisme affiché, M. Raffarin n'est donc investi que d'une confiance mesurée (48 %) pour entreprendre la réforme, 45 % des Français comptant davantage sur les syndicats et 22 % seulement sur le Medef. Les salariés ne sont que 42 % à lui accorder a priori leur confiance, dont 44 % de ceux du secteur privé (46 % misant sur les syndicats) et 38 % seulement des agents du secteur public (48 % privilégiant les syndicats). Malgré l'évolution sensible des états d'esprit sur la question de l'alignement public-privé, ces chiffres révèlent une méfiance persistante et la menace latente qui en découle : celle d'une mobilisation des salariés contre une réforme dont chacun sait qu'elle ne pourra être indolore.